



**Déclaration du SNUipp-FSU.28  
CTSD du 26 janvier 2012**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Ce tout premier CTSD se tient dans un cadre tout à fait inédit et nous interroge fortement sur le rôle des instances. En effet le CTA ne s'est pas tenu mardi faute de quorum et est convoqué pour une nouvelle séance le 2 février prochain. Le Recteur ayant opposé aux représentants des personnels son refus catégorique de soumettre au vote les points à l'ordre du jour obéissant en cela à « une consigne ministérielle » qui transforme le Comité Technique Académique en une simple chambre d'information sur les mesures régressives tant pour les élèves que pour les personnels. Cependant et pour la première fois la déclinaison départementale du CTA peut se tenir. Pour le SNUipp-FSU, cela nous apparaît comme un nouveau déni de démocratie sociale. Le SNUipp comme les syndicats de la FSU ont des mandats, une réflexion, des propositions sur le service public, ses missions, ainsi que l'intérêt des élèves pour la réussite de tous...

Pour le SNUipp et la FSU, il est très clair que nous ne cautionnerons jamais ce mode de fonctionnement, que nous agirons pour faire des Comités techniques de véritables instances de travail, de discussion dans l'intérêt des personnels, de tous les élèves, donc de l'École

Le président de la République instrumentalise à dessein la crise et la récession pour aller plus loin dans la casse des acquis sociaux et justifier ainsi ses réformes.

Dans notre secteur, les effets de la poursuite du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite débouchent sur de nouvelles suppressions, portant à 80 000 depuis 2007 le nombre d'emplois supprimés. Renvoyant aux personnels la responsabilité des difficultés du système éducatif, Nicolas Sarkozy reprend l'idée qu'on peut faire mieux avec moins et a annoncé, lors de ses vœux au monde de l'Éducation, la poursuite de son programme d'École libérale, prônant la destruction des statuts des enseignants. Pourtant sur la question de l'évaluation des enseignants, le recul du projet de calendrier de mise en œuvre montre que la mobilisation paie.

Le président de la république lors de sa visite en Lozère en juin dernier avait annoncé qu'il n'y aurait « aucune classe en moins à la rentrée 2012 ». Démagogue et Falsificateur il a entretenu l'idée qu'il n'y aurait pas de régression dans l'éducation. Préservant sa popularité ainsi que celle de ses élus de terrain, il s'attaque à des postes que seuls les parents directement concernés ou les professionnels de l'éducation en connaissent l'importance. Il a, avec le relais du ministre, imposé un cadre de « dissimulation de la vérité » pour préparer la prochaine rentrée.

A la rentrée 2012, 5 700 postes d'enseignants seront purement et simplement supprimés dans l'école primaire, alors que le ministre, lui-même, annonce que l'école devra scolariser 3 000 élèves supplémentaires. Ces nouvelles coupes claires sont inacceptables. La qualité de vie et d'apprentissage des élèves va être touchée de plein fouet et les conditions de travail des enseignants vont encore se dégrader. La lutte contre l'échec scolaire et pour la réussite de tous les élèves sera de plus en plus difficile à mener. Moyens RASED dévastés, scolarisation des moins de trois ans asphyxiée, formation professionnelle liquidée, Éducation Prioritaire sacrifiée, IME ravagés, c'est donc prioritairement sur le dos des élèves les plus fragiles que la suppression des moyens se fera.

Autre laissé pour compte, la direction et le fonctionnement de l'école auquel il est indispensable de donner du temps. Du temps en plus pour assurer les missions et les sollicitations en tout genre, mais aussi les moyens humains nécessaires avec la création de véritables emplois de secrétaire administratif.

Ces mesures, s'additionnant aux précédentes suppressions subies depuis plusieurs années, seront dévastatrices pour l'école.

Le gouvernement réduit la politique de l'éducation prioritaire au dispositif ECLAIR que nous dénonçons. Depuis la mise en place des ZEP en 1982, jamais une coupe aussi sombre n'avait touché l'éducation « prioritaire ». C'est la négation de près de 30 ans de travail et de réflexion des équipes au service des élèves les plus fragiles sans aucune évaluation globale. C'est la disparition de dispositifs innovants régulièrement contrôlés et validés par les I.E.N. Partout, y compris en ECLAIR, ce sera moins de moyens pour accueillir les élèves.

Abandonnant toute ambition pour l'éducation prioritaire, ce dispositif a pour objectif d'introduire des déréglementations dans l'école. Le SNUipp-FSU dénonce le dogmatisme libéral qui affirme sans le démontrer que le système éducatif serait plus efficace avec des méthodes managériales de mise en



concurrence à tous les niveaux (enseignants, établissements, services administratifs) et l'introduction d'une méritocratie individuelle : l'utilisation des ECLAIR pour le profilage des postes. La mise en place d'une indemnité spécifique pour les personnels en ECLAIR, contenant une part variable distribuée sur proposition de l'IEN, rompt l'équité entre les collègues et risque de diviser les personnels. Cette logique est aux antipodes de notre idéal d'École Publique et Laïque de qualité au service de la société démocratique pour préparer sa pérennité

Les annonces de carte scolaire confirment en effet les inquiétudes quant à la quasi-disparition des RASED et/ou un changement important de leurs missions. Ces décisions conduisent à un véritable gâchis de personnels qualifiés, à une perte de compétences et de savoir-faire professionnels.

Le ministère considère que la mise en œuvre de l'aide personnalisée a vocation à se substituer aux RASED allant jusqu'à chiffrer les heures d'Aides Personnalisées en ETP d'aides spécialisées. Le SNUipp-FSU dénonce cette manipulation car ces aides ne sont pas du tout de même nature. A la rentrée, en France, ce sont plus de 125 000 élèves supplémentaires qui seront privés des aides spécialisées indispensables à leur réussite scolaire ! Comment prétendre dans ces conditions lutter contre l'échec scolaire ?

Le SNUipp-FSU interviendra auprès du ministère afin que le potentiel des centres de formation CAPA-SH et DEPS soit maintenu pour l'année 2012-2013, nous en ferons de même pour réclamer, lors des prochaines CAPD, des départs en stage de formation pour les collègues qui auront candidatés.

Le SNUipp avec la FSU appelle à développer la mobilisation contre la politique éducative du gouvernement (suppressions de postes, évaluation, gouvernance...). Après avoir déposé l'alerte sociale en Eure-et-Loir, comme dans tous les départements, le SNUipp-FSU 28 lance un appel à la manifestation pour l'avenir de l'école, pour une relance de l'éducation prioritaire, pour le maintien de tous les postes de MCR, pour des RASED complets lundi 30 janvier à Dreux. Il appelle aussi à la journée de mobilisation du 31 janvier, à la grève et la manifestation à Paris.

Dans le cadre des échéances électorales, le SNUipp-FSU, avec la FSU, entend peser pour que l'école redevienne une priorité et mettra en avant son projet de transformation de l'école pour la réussite de tous.